

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 21 avril au 25 avril 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

## Faits marquants

- ❖ **Kenya** : Visite en Chine du Président Ruto
- ❖ **Madagascar** : Visite d'État du Président Macron
- ❖ **Somalie** : Signature d'un partenariat stratégique dans l'exploitation pétrolière avec la Turquie

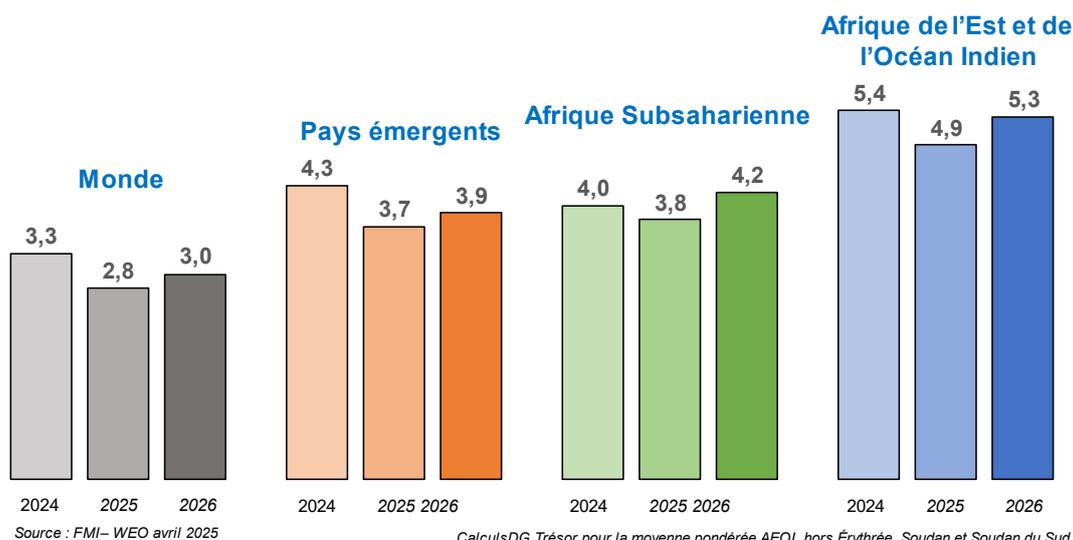
### LE CHIFFRE A RETENIR

**+4,9 %**

**AEOI** : CROISSANCE DU PIB EN 2025  
(APRES +5,4 % EN 2024) SELON LE FMI

## Le graphique de la semaine

### Nouvelles prévisions de croissance du FMI



Dans son [World Economic Outlook](#) (avril 2025), le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance mondiale pour 2025, désormais attendues à +2,8 %, soit une baisse de -0,4 pt de pourcentage (pts) par rapport aux dernières prévisions, datant d'octobre 2024. Cette baisse reflète l'incertitude économique mondiale, en lien avec les récentes annonces protectionnistes des États-Unis, susceptibles d'affecter les chaînes de valeur mondiales et les échanges commerciaux. Toutes les régions sont concernées par cette révision à la baisse. En Afrique subsaharienne, la croissance est désormais projetée à +3,8 % en 2025 (contre +4,2 % précédemment). Les perspectives ont également été revues à la baisse pour la région Afrique de l'Est et Océan Indien (AEOI) – Voir la brève régionale pour une analyse détaillée des perspectives en AEOI.

## REGIONAL

### Des prévisions de croissance en baisse pour 2025 dans la région

Dans son WEO, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien. Pour 2025, la croissance s'élèverait à +4,9 % (soit -0,3 pts par rapport aux prévisions du WEO d'octobre 2024) en moyenne pondérée (hors Érythrée, Soudan et Soudan du Sud). Dans le détail, le FMI a abaissé ses prévisions pour le Soudan (-0,4 % ; -8,7 pts), le Burundi (+1,9 % ; -1,6 pt), l'Ouganda (+6,1 % ; -1,4 pt), Maurice (+3,0 % ; -1,0 pt), Madagascar (+3,9 % ; -0,7 p), les Seychelles (+3,5 % ; -0,4 pt), les Comores (+3,8 % ; -0,2 pt) et le Kenya (+4,8 % ; -0,2 pt). À l'inverse, les perspectives de croissance du Rwanda (+7,1 % ; +0,6 pt) et de l'Éthiopie (+6,6 % ; +0,1 pt) ont été révisées à la hausse. Les prévisions pour Djibouti (+6,0 %), la Somalie (+4,0 %) et la Tanzanie (+6,0 %) restent inchangées.

## BURUNDI

### Numérisation du système financier du pays

La Banque de la République du Burundi (BRB) souhaite digitaliser le système financier du pays d'ici novembre 2025 par le biais du département de gestion des systèmes de paiement. L'initiative vise à améliorer le commutateur national de paiement électronique en assurant une interopérabilité totale entre les banques, les institutions de microfinance, les *fintechs* et les services gouvernementaux. La conception du système prendra en charge les transactions en ligne et hors ligne, car le Burundi a une faible pénétration d'internet et une utilisation limitée des smartphones au sein de la population. Le projet de numérisation fait partie de la stratégie plus large de modernisation financière de la BRB visant à favoriser la transparence, à réduire la dépendance à l'égard de l'argent liquide et à élargir l'accès aux services financiers formels.

## ÉTHIOPIE

### Accord avec le Kenya pour fluidifier le commerce transfrontalier

Le 17 avril dernier, le Kenya et l'Éthiopie ont signé un protocole d'accord pour faciliter le commerce transfrontalier. Cet accord permet aux petits commerçants de transporter des marchandises d'une valeur maximale de 1 000 \$ par voyage, jusqu'à quatre fois par mois, sur la base d'une liste de produits définie conjointement. L'objectif est de dynamiser l'activité économique locale et de réduire

les obstacles administratifs qui freinent le commerce formel. Lors de l'année fiscale 2023/24, l'Éthiopie a importé 85,4 M USD du Kenya notamment des légumineuses et produits manufacturés. Le Kenya importe lui principalement du café, du thé et du bétail (76,6 M USD en FY2023/24). L'accord pourrait contribuer, bien qu'à petite échelle, à l'opérationnalisation de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à développer commerce intra-africain (de 12 % à 50 % d'ici 2030).

### Ethiopian Airlines annonce la mobilisation de 225 M USD pour le projet d'aéroport de Bishoftu

Ethiopian Airlines annonce mobiliser environ 30 Md ETB (225 M USD) pour aménager un terrain de 35 km<sup>2</sup> à une soixantaine de kilomètres de la capitale, destiné à accueillir le nouvel aéroport international. Ce budget couvrira le défrichage, les frais de réinstallation des agriculteurs et la préparation du site. Jusqu'à 17 Md ETB (128 M USD) seront consacrés à indemniser les près de 2 500 ménages agricoles actuellement installés sur les lieux. Les opérations de relogement devraient s'achever d'ici septembre 2025. Le coût total du projet est estimé à 7,8 Md USD mais les financements ne sont pas encore sécurisés. Seule la Banque africaine de développement a pour le moment exprimé un intérêt pour financer le projet.

### Forte révision à la hausse des prévisions de croissance du FMI pour 2024

Le FMI, à travers le World Economic Outlook, a fortement révisé à la hausse ses prévisions de croissance en Éthiopie pour 2024 (à +8,0 %, soit +1,9 pt de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2024). Pour 2025, les prévisions ont été revues à une légère hausse (+6,6 %, +0,1 pt). Conséquence de la dépréciation continue du birr, le PIB nominal diminuerait (143 Md USD en 2024 et devrait encore se réduire à 117 Md USD en 2025). L'inflation est révisée à la baisse en 2024 (+21,7 % après +23,9 % en octobre), suite à l'allègement des pressions inflationnistes. Elle est estimée à +21,5 % en 2025 (après +23,3 % en octobre) et devrait fortement diminuer en 2026 (+12,1 %).

## KENYA

### Réception imminente de la 1<sup>ère</sup> tranche d'un prêt des Émirats arabes unis

Le ministre des Finances, John Mbadi, a annoncé que les Émirats Arabes Unis (EAU) allaient verser la semaine prochaine au Kenya la première tranche d'un prêt, totalisant 1,5 Md USD. Cette tranche s'élève à 500 M USD. Ce prêt, d'une durée de sept

ans, a été négocié en fin d'année dernière à un taux de 8,25 %. Il s'agit du premier financement commercial d'un pays du Golfe au Kenya.

### **La Kenya Revenue Authority se dote de nouveaux outils informatiques**

Pour optimiser la collecte d'impôts et minimiser l'évasion fiscale, la Kenya Revenue Authority (KRA) va intégrer plusieurs nouveaux systèmes d'informations. Il s'agit du système intégré de gestion financière (IFMIS), iTax; du système d'information sur les ressources humaines du gouvernement (GHRIS); et du système de paiement de la Banque centrale. Chaque paiement traité par le biais du système IFMIS sera instantanément répercuté sur les SI fiscaux, ce qui permettra à la KRA de détecter toute incohérence dans les déclarations des fournisseurs. En outre, le GHRIS permettra de vérifier les déclarations de revenus d'emploi par rapport aux paiements réels. L'adoption de ces outils devrait permettre de combler les lacunes en matière de sous-déclaration des revenus ou d'évasion fiscale. Le Trésor estime que cette initiative améliorera considérablement la perception des impôts et renforcera la transparence des paiements publics.

### **Visite du Président Ruto en Chine: signature d'accords économiques**

Lors de sa visite en Chine du 21-25 avril, le Président Ruto a supervisé la signature d'accords d'investissement d'environ 1,06 Mds USD, dans les secteurs des infrastructures, agriculture, tourisme et l'industrie. Parmi les projets d'infrastructures majeurs figurent l'extension du chemin de fer SGR vers Naivasha (phase II) et Malaba (Phase III), la modernisation de l'autoroute Nairobi-Nakuru-Mau Summit-Malaba, ainsi plusieurs infrastructures routières en périphérie de villes secondaires.

## **MADAGASCAR**

### **Visite d'État du Président Emmanuel Macron**

Le Président Macron s'est rendu en visite d'État à Madagascar le 23 avril 2025. A cette occasion, l'avenant n°3 au contrat de concession du projet de barrage hydroélectrique de Volobe (120 MW) a été signé entre le Ministre malgache de l'énergie et des hydrocarbures (MEH) et la Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV). Un pacte des actionnaires de la CGHV a également été conclu, officialisant l'entrée d'EDF dans le capital à hauteur de 37,5 %, aux côtés d'Axian (37,5 %) et Africa 50 (25 %). L'État malgache (via le Fonds Souverain Malagasy SA) a vocation à intégrer le capital à hauteur de 20 % à la clôture financière du projet. Selon CGHV, les appels offres relatif au projet seront prochainement lancés.

## **MAURICE**

### **Entrée en vigueur d'un accord de partenariat économique avec les Émirats arabes unis**

L'Accord de partenariat économique global (CEPA) entre Maurice et les Émirats arabes unis, signé en juillet 2024, est entré en vigueur le 1er avril 2025. Il vise à renforcer les échanges commerciaux et la coopération économique entre les deux pays. Sur le volet des biens, les exportateurs mauriciens bénéficient ainsi d'un accès préférentiel immédiat sur environ 6700 produits, d'un accès en franchise de droits sous trois ans pour 411 produits et sous cinq ans pour 265 produits grâce à cet accord. Du côté émirati, 97 produits ont un accès immédiat en franchise de droits au marché mauricien, tandis que 88 produits voient leurs droits de douane réduits à 15 % ou 7,5 %, et 66 produits bénéficient immédiatement de réductions sur les droits de douane et d'un assouplissement de quotas. Le CEPA prévoit également le renforcement de la coopération bilatérale grâce à un programme de travail qui sera développé chaque année et concernera 10 secteurs prioritaires.

## **OUGANDA**

### **Les recettes touristiques peinent à retrouver leur niveau pré-pandémique**

Selon le rapport sur les tendances et les statistiques du tourisme 2025 publié par le Ministère du Tourisme le 17 avril, les recettes touristiques internationales du pays ont augmenté de +26 % pour atteindre 1,3 Md USD en 2024. Néanmoins, ce niveau se situe toujours en deçà du niveau pré-pandémique, représentant 90 % des recettes atteintes en 2019. Les autorités attribuent cette performance aux arrivées en provenance d'Afrique de l'Est et de marchés étrangers clés, notamment l'Inde, l'Amérique du Nord, la Chine et le Royaume-Uni, mais aussi à la bonne dynamique du tourisme intérieur (+5 % en lien avec l'engouement des ougandais pour découvrir les richesses de leur pays). Le tourisme génère plus de 803 000 emplois et représente 3,2 % du PIB (contre 5 % en 2019).

## **SEYCHELLES**

### **Signature d'un accord de coopération global avec Madagascar**

Le ministère seychellois chargé des affaires étrangères et du tourisme et le ministère malgache des affaires étrangères ont signé un accord de coopération global, le 17 avril 2025, en marge de la 39<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien. Cet accord vise à

renforcer les partenariats dans plusieurs domaines tels que le commerce, l'agriculture, l'économie bleue dont la pêche et la sécurité maritime, le transport, les nouvelles technologies, la protection de l'environnement, l'éducation, la santé et la culture.

## SOMALIE

### Signature d'un partenariat stratégique dans l'exploitation pétrolière avec la Turquie

Le 22 avril, les autorités turques ont soumis au Parlement, pour ratification, un accord signé avec la Somalie le 7 mars 2024, portant sur la coopération dans le secteur des hydrocarbures. Intitulé "Agreement Between the Government of the Republic of Turkey and the Federal Government of the Federal Republic of Somalia in the Field of Hydrocarbon", ce document accorde à la Turquie d'importants privilèges, consolidant sa position de partenaire stratégique dans ce domaine. Ainsi, au titre de la récupération des coûts, les investisseurs turcs sont autorisés à récupérer 90 % de la production de pétrole ou de gaz. La part du gouvernement somalien se limiterait à des redevances fixées à 5 %. Le partage des bénéfices établi est de 30 % pour l'entreprise d'exploitation turque et 70 % pour le gouvernement somalien. L'accord permet également à la partie turque de disposer des revenus issus des ventes sans être soumis aux restrictions en vigueur en Somalie.

## SOUDAN

### Signature de 4 projets financés par l'ONUDI

Le ministère de l'Industrie et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI) ont signé le financement de quatre projets industriels pour un coût total de 14 M USD. Il s'agit de projets qui relèvent des secteurs de l'industrie manufacturière et agroalimentaire dans les États de Kassala, du Nil, de la Mer Rouge et de Gadaref. Le Directeur pays de l'ONUDI a indiqué que ces projets, qui visent particulièrement le soutien des femmes et des jeunes, sont conçus pour servir de modèles en matière de création d'emplois et de contribution de l'industrie au PIB. La ministre de l'Industrie a annoncé de son côté que d'autres projets soutenus par l'ONUDI sont prévus dans le cadre de la reconstruction, avec un accent particulier sur l'industrie agroalimentaire.

## SOUDAN DU SUD

### L'IGAD étudie la connectivité fluviale au Soudan du Sud

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a conclu dans le cadre de son programme de l'économie bleue, une mission de terrain de trois jours à Juba, visant à identifier les opportunités de développement du transport fluvial. Le Soudan du Sud offre un modèle exemplaire pour une telle étude grâce à ses 1360 km de voies navigables. Un seul voyage de barge peut transporter jusqu'à 1200 tonnes de marchandises, soit l'équivalent de 37 camions. On estime à 48000 tonnes le volume de biens transportés annuellement par voie fluviale. Cependant, certains défis ont été identifiés, liés notamment à la situation sécuritaire, aux infrastructures limitées et au manque d'entretien des voies navigables. L'IGAD a souligné la nécessité d'une coordination des politiques dans ce domaine entre les autorités du Soudan du Sud et la Banque mondiale. L'étude pourrait servir de base pour un plan plus large visant le développement d'une connectivité fluviale durable entre les Etats membres.

## TANZANIE

### Accord avec le FMI sur les revues des programmes FEC et FRD

Les services du FMI ont conduit du 2 au 17 avril une mission en Tanzanie dans le cadre de la revue de son programme pour la facilité élargie de crédit (FEC) et pour la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Au terme de cette mission, le FMI et les autorités tanzaniennes sont parvenues à un accord sur ces deux revues de programme et les politiques à mener. Une fois l'approbation par le Conseil d'administration du FMI, la Tanzanie disposera donc de 441 M USD de financements supplémentaires au titre de ces revues. Au total, le soutien du FMI atteindra 907 M USD dans le cadre de la FEC et 343 M USD pour la FRD, sous la forme de prêts. Dans son communiqué de presse, le FMI souligne que les prévisions économiques sont bien orientées pour 2025 mais relève toutefois les incertitudes liées à la conjoncture mondiale qui pourraient affecter l'économie tanzanienne.